

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



Maître d'ouvrage :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VAL D'ILLE-AUBIGNÉ
1 Les Métairies
35520 MONTREUIL-LE-GAST

Construction d'un bâtiment dédié à un Restaurant
du Cœur et à une épicerie solidaire à Melesse

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Commun aux 15 lots

Etablie en application du Code de la Commande Publique

La procédure de consultation utilisée est la suivante : Marché à procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la Commande Publique

Date et heure limites de remise des offres : mardi 15 juillet 2025 à 12h00

Synthèse de la consultation	
Objet	Construction d'un bâtiment dédié à un Restaurant du Cœur et à une épicerie solidaire à Melesse (35)
Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
Type de contrat	Marché public de travaux, passé par lots séparés
Nombre de lots	15 lots
Délai de validité des offres	120 jours
Forme de groupement	Aucune forme de groupement n'est imposée à l'attributaire
Variantes	Avec
PSE	Sans
Clauses sociales	Sans
Clauses environnementales	Sans
Durée - délai	12 mois pour la totalité de l'opération
Négociation	Avec

1.	Objet et étendue de la consultation	4
1.1.	Objet du contrat	4
1.2.	Mode de passation	4
1.3.	Type et forme du contrat	4
1.4.	Décomposition de la consultation	4
1.5.	Nomenclature	5
2.	Conditions de la consultation	5
2.1.	Délai de validité des offres	5
2.2.	Forme juridique du groupement	5
2.3.	Durée du contrat - délai d'exécution	6
2.4.	Modalités de financement et de paiement	6
2.5.	Variantes	6
2.6.	Prestations supplémentaires éventuelles	6
2.7.	Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	6
3.	Intervenants	6
3.1.	Pouvoir adjudicateur (maître d'ouvrage)	6
3.2.	Maîtrise d'œuvre	6
3.3.	Ordonnancement Pilotage et Coordination	7
3.4.	Contrôle Technique	7
3.5.	Sécurité et Protection de la Santé des Travailleurs	7
4.	Dossier de consultation	8
4.1.	Contenu du dossier de consultation	8
4.2.	Modification de détails au dossier de consultation	8
4.3.	Connaissance du projet	8
5.	Présentation des candidatures et des offres	9
5.1.	Documents à produire	9
5.2.	Conditions d'envoi et de remise des plis	11
6.	Examen des candidatures et des offres	12
6.1.	Examen des candidatures	12
6.2.	Examen des offres	12
6.3.	Jugement des offres	13
6.4.	Suites à donner à la consultation - négociation et attribution	14
7.	Renseignements complémentaires	14
7.1.	Modalités d'échanges	14
7.2.	Voies et délais de recours	14

1. Objet et étendue de la consultation

1.1. Objet du contrat

La présente consultation concerne les travaux de construction d'un bâtiment dédié au Restaurant du Cœur et à une épicerie solidaire à Melesse (35520).

Le lieu d'exécution des travaux est situé dans une zone d'activité industrielle et artisanale : au 8 rue des Landelles à Melesse. Un bâtiment associatif (hors projet) appartenant à la collectivité est déjà présent sur le terrain.

1.2. Mode de passation

La procédure de consultation utilisée est la suivante : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3. Type et forme du contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire de travaux.

1.4. Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 15 lots :

Lot(s)	Désignation
1	GROS-ŒUVRE / RAVALEMENT
2	CHARPENTE ET OSSATURE BOIS
3	COUVERTURE METALLIQUE
4	MENUISERIES EXTERIEURES
5	SERRURERIE
6	CLOISON DE DOUBLAGE ET DE DISTRIBUTION
7	MENUISERIES INTERIEURES BOIS
8	REVETEMENTS SOUPLES ET DURS
9	PEINTURE INTERIEURE
10	ELECTRICITE / CHAUFFAGE ELECTRIQUE
11	PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES
12	VENTILATION MECANIQUE CONTROLEE
13	PLOMBERIE
14	TERRASSEMENT / ASSAINISSEMENT / VOIRIE / RESEAUX DIVERS
15	ESPACES VERTS

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

1.5. Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire européen des marchés commun (CPV) est :

Code principal	Description
45000000-7	Travaux de construction
45100000-8	Travaux de préparation de chantier
5112000-5	Travaux de fouille et de terrassement
45112200-7	Travaux de décapage de terre
45112500-0	Travaux de terrassement
45210000-2	Travaux de construction de bâtiments
45223220-4	Travaux de gros œuvre
45262210-6	Travaux de fondation
45261100-5	Travaux de charpente
45261213-0	Travaux de couverture métallique
45261215-4	Travaux de couverture de panneaux solaires
45320000-6	Travaux d'isolation
45330000-9	Travaux de plomberie
45331210-1	Travaux d'installation de ventilation
45311200-2	Travaux d'installations électriques
45421000-4	Travaux de menuiserie
45421130-4	Poses de portes et de fenêtres
45430000-0	Revêtement de sols et de murs
45112700-2	Travaux d'aménagement paysager

2. Conditions de la consultation

2.1. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

2.2. Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Conformément à l'article R2142-21 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de membres individuels et en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles, en application de l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique.

2.3. Durée du contrat - délai d'exécution

La durée de validité du contrat est fixée à 24 mois (dont 12 mois de Garantie de Parfait Achèvement), à compter de sa notification. Le délai d'exécution des prestations, pour l'ensemble des travaux, est estimé à 12 mois, à partir de l'Ordre de Service de démarrage.

A titre indicatif, le début de la phase de préparation de chantier est prévu en octobre 2025, pour un début des travaux en novembre 2025.

2.4. Modalités de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) éventuel(s) sous-traitants de premier rang seront payées dans un délai global de 30 jours, à compter de la réception des demandes de paiement sur Chorus. Le CCAP détaille la procédure.

Si les candidats souhaitent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'Acte d'Engagement.

2.5. Variantes

La consultation ne prévoit pas de variantes exigées par le pouvoir adjudicateur. Les variantes en rapport à l'objet du marché et à l'initiative du candidat sont autorisées.

2.6. Prestations supplémentaires éventuelles

La consultation ne prévoit pas de Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).

2.7. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats ne pourront pas apporter de modifications au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ils devront remettre une offre rigoureusement conforme à toutes les pièces constituant le dossier de consultation.

3. Intervenants

3.1. Pouvoir adjudicateur (maître d'ouvrage)

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VAL D'ILLE-AUBIGNÉ
représentée par son Président, M. Claude Jaouen
1 Les Métairies - 35520 MONTREUIL-LE-GAST

3.2. Maîtrise d'œuvre

Architecte mandataire, assurant la DET :
préfigures

64 rue Papu - 35000 RENNES

Interlocuteurs en charge du projet : Benoît Sallé, Carole Le Falhun

02 23 25 08 23 - projets@prefigures.archi

BE tous corps d'état, co-traitant 1 :

I2C

25 rue Bahun Rault - 35760 SAINT GRÉGOIRE

Interlocuteur en charge du projet : Jean-Louis LE MAUFF

02 99 87 18 87 - jllemauff@i2c-sa.fr

BE acoustique, co-traitant 2 :

Acoustibel

22 rue de Turgé - 35310 CHAVAGNE

Interlocuteur en charge du projet : Titouan Rio

02 99 64 30 28 - titouan@acoustibel.fr

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est une mission de base : ESQ, APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR.

Missions complémentaires : STD, EXE partielles fluides et structure, QUANT autres lots.

3.3. Ordonnancement Pilotage et Coordination

La maîtrise d'ouvrage a confié la mission d'OPC à :

ADENO

19 rue Lavoisier - 35700 RENNES

Interlocuteur en charge du projet : Antoine De Noray

06 64 86 46 76 - a.denoray@adeno-moe.fr

3.4. Contrôle Technique

La maîtrise d'ouvrage a confié la mission de contrôle technique à :

BUREAU ALPES CONTROLES - Agence de Rennes

4 rue de la gare - ZA Beauséjour - 35520 LA MEZIERE

Interlocuteur en charge du projet : Thierry Huchet

02 30 96 47 05 - thuchet@alpes-controles.fr

3.5. Sécurité et Protection de la Santé des Travailleurs

La maîtrise d'ouvrage a confié la mission de CSPS à :

SOCOTEC CONSTRUCTION RENNES

Immeuble Le Noven 13, Rue Clos Courtel - 35510 CESSON-SEVIGNE

Interlocuteur en charge du projet : Frédéric Surville, coordonnateur SPS

02 99 83 47 00 - frederic.surville@socotec.com

4. Dossier de consultation

4.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est composé des pièces suivantes :

- Le Règlement de Consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le planning prévisionnel des travaux
- Les plans architecte et techniques
- L'étude thermique
- L'étude acoustique
- Le rapport d'étude géotechnique G1+G2AVP
- Le rapport de géodétection des réseaux enterrés
- Le rapport initial du Contrôle Technique (RICT) en phase APD
- Le plan général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Conformément à l'article R2132-2 du Code de la Commande Publique, le DCE est mis gratuitement à disposition des candidats par voie électronique sur la plateforme : www.megalis.bretagne.bzh

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Il est recommandé que les soumissionnaires s'identifient sur la plateforme, en indiquant une adresse électronique fonctionnelle, pour assurer de façon certaine une correspondance électronique pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4.2. Modification de détails au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au DCE **au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres**. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

4.3. Connaissance du projet

Chaque candidat devra prendre connaissance de l'ensemble du DCE, plans et CCTP de tous les corps d'état. Le DCE devra donc être réputé connu dans son intégralité par chaque candidat.

Chaque entrepreneur devra se rendre compte des conditions d'exécution, de l'importance et de la nature des travaux, et prendra en compte dans son prix forfaitaire, les éléments suivants :

- Le lieu d'implantation du bâtiment
- Les limites de propriété
- L'état du terrain
- Les contraintes dues à la surface du terrain, à la réglementation locale, aux conditions climatiques normalement prévisibles, aux exigences du maître d'ouvrage, à l'environnement
- Les conditions d'accès, d'installation de chantier, de stockage, d'évacuation des déchets
- Les conditions d'alimentation en eau et en électricité

- Les réseaux existants
- Les voiries et trottoirs
- Les bâtiments voisins (dont le bâtiment occupé sur la parcelle, mais hors projet)
- Les réseaux aériens
- etc.

Les demandes temporaires d'occupation des sols du domaine public seront effectuées par les entreprises, selon leurs besoins respectifs. Les frais correspondants seront à la charge de chacune d'elles.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer d'un manque d'informations, d'erreurs ou d'imprécisions des documents, s'il y a lieu, pour refuser d'exécuter dans les conditions de son marché, tout ou partie d'ouvrage nécessaire aux complets achèvements. Il lui appartient donc d'apprécier les éventuelles prestations complémentaires à prévoir et de les signaler, le cas échéant, durant la période de consultation. Faute de quoi, l'attributaire d'un lot sera réputé engagé à réaliser toutes les prestations spécifiques à sa spécialité et nécessaires aux parfaits achèvements des ouvrages. Dans tous les cas, l'entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux différents détails d'exécution dont l'emplacement, la nature et la quantité sont implicitement prévus pour la bonne exécution dans les règles de l'art.

S'agissant d'une construction neuve, aucune visite obligatoire du site n'est requise. Les candidats pourront se rendre librement aux abords du site du projet depuis l'espace public (rue des Landelles) pour prendre connaissance des lieux, étant précisé qu'il n'est **pas possible de se rendre sur l'emprise de la parcelle pour ne pas perturber les usages du bâtiment existant occupé sur le site du projet.**

5. Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe du « Dites-le nous une fois ». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements déjà transmis dans le cadre d'une précédente consultation, qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euros. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en langue française pour l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1. Documents à produire

Chaque candidat devra produire un dossier complet, comprenant les pièces suivantes :

DOSSIER CANDIDATURE :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires **DC1** (lettre de candidature) et **DC2** (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat, soit le Document Unique de Marché Européen (**DUME**).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir

adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

➤ Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics	Non
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si le signataire n'est pas le représentant légal de la société	Oui
Une attestation d'assurance professionnelle en cours de validité	Non
Si la situation du candidat le justifie, la copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire.	Non

➤ Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique	Non

➤ Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principaux travaux exécutés au cours des trois dernières années en lien avec le marché. Le candidat devra indiquer le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux. Ces références seront prouvées par des attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Certificat de qualification Qualibat ou tout moyen de preuve équivalent	Non

DOSSIER OFFRE :

Libellés	Signature
L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes , complétés	Non
La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) complétée, avec éventuellement le devis correspondant de l'entreprise	Non
Le mémoire technique justifiant des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux, comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none">- La description et l'organisation des moyens humains dédiés au projet,- La description des moyens matériels,- La liste des matériaux et équipements mis en œuvre, avec fourniture des fiches techniques- La méthodologie d'exécution des travaux- La démarche environnementale générale de l'entreprise et spécifique dans le cadre de chantier (mesures envisagées pour la protection de l'environnement et la réduction des nuisances, les mesures envisagées pour la gestion des déchets, le recyclage et la réutilisation des matériaux)- Le planning de réalisation.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Pour chaque **sous-traitant** présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe **DC4** :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue à l'article R2193-1 alinéa 2 du Code de la Commande Publique
- L'attestation d'assurance professionnelle du sous-traitant.

5.2. Conditions d'envoi et de remise des plis

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur oblige la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante : www.megalis.bretagne.bzh

Le pli doit contenir **deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre** définies au présent règlement de la consultation. Les dossiers contenant tous les documents demandés lors de la remise des candidatures doivent être compressés au format .zip

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent Règlement de Consultation. **Attention** : le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. **Les candidats sont donc incités à anticiper leur dépôt plusieurs heures avant la limite.**

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VAL D'ILLE-AUBIGNÉ
1 Les Métairies
35520 MONTREUIL-LE-GAST

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Aucune signature électronique n'est exigée pour le dépôt du pli. Cette signature sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution du contrat. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Toute offre reçue par voie papier, ou en dehors du profil acheteur Mégalis, sera non régularisable et déclarée irrégulière par le pouvoir adjudicateur.

6. Examen des candidatures et des offres

6.1. Examen des candidatures

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que les capacités professionnelles, techniques et financières.

6.2. Examen des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la Commande Publique. Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières ou inacceptables par la négociation dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. En l'absence de négociation, seules les offres irrégulières pourront être régularisées.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Conformément aux articles R2152-3 et R2152-4 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

6.3. Jugement des offres

Pour tous les lots, les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1. Prix des prestations	50
2. Valeur technique <ul style="list-style-type: none"> - <i>Moyens humains et moyens matériels dédiés au projet</i> - <i>Méthodologie d'exécution des travaux, matériaux et équipements mis en œuvre (fourniture des fiches techniques et références de travaux en lien avec le marché)</i> - <i>Planning d'exécution des travaux</i> - <i>Démarche environnementale, gestion hygiène, sécurité et nuisances</i> 	50 <ul style="list-style-type: none"> 10 20 10 10

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère et de chaque sous-critère, correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix est la suivante :

$$\text{Note de l'offre} = \frac{\text{Montant HT de l'offre moins-disante}}{\text{Montant HT de l'offre du candidat}} \times \text{base de notation}$$

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre du candidat = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La valeur technique recevra une note maximale de 50 points, sur la base des sous-critères présentés dans le tableau ci-dessus. La valeur technique sera évaluée au regard du mémoire technique établi par le candidat. Si un candidat n'apporte pas dans son mémoire d'éléments de réponse à l'un des sous-critères ci-dessus, il se verra attribuer la note de 0 au sous-critère concerné.

Les offres seront ensuite classées en fonction du nombre de points, le plus élevé déterminera l'offre la mieux classée.

6.4. Suites à donner à la consultation - négociation et attribution

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les négociations pourront porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix et ses éléments, sans toutefois avoir pour effet de modifier l'objet du marché, les critères d'attribution ou les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les **certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique**. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **10 jours**.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

7. Renseignements complémentaires

7.1. Modalités d'échanges

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

Cette demande doit intervenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres**.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres**.

7.2. Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416
Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
greffe.ta-rennes@juradm.fr
www.ta-rennes.juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice administrative, pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de Justice administrative, pouvant être exercé après la signature du contrat dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du Code de Justice administrative.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats peuvent s'adresser à :

Greffe du Tribunal Administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3 Contour de la Motte

35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

greffe.ta-rennes@juradm.fr

www.ta-rennes.juradm.fr